

Initiatives ministérielles

étaient d'avis qu'il serait impérieux d'instaurer chez eux un régime public d'assurance-maladie pour régler les problèmes de plus en plus évidents auxquels ils font face et pour freiner la montée vertigineuse des coûts des régimes privés, dont la progression est beaucoup plus importante et rapide que chez nous.

Certains groupes de pression particuliers, notamment des hôpitaux privés, s'opposent vivement à un tel projet. Je crois que, si nous ne nous employons pas à préserver notre système, tout merveilleux qu'il soit malgré ses lacunes, ceux qui sont déjà engagés dans le débat aux États-Unis auront encore plus de mal à convaincre leurs adversaires.

Ceux-ci seront en mesure de voir les problèmes auxquels nous faisons face au Canada. Ils verront les contraintes auxquels notre régime est soumis et diront: «Ces difficultés sont inhérentes aux régimes de santé publics et il ne peut en être autrement avec des arrangements de financement aussi irresponsables que ceux pris par le gouvernement fédéral à l'égard de ce régime public.»

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de manifester mon opposition au projet de loi C-20 présenté par le gouvernement.

Je dois dire pour commencer que je suis d'accord sur presque tout ce qu'a dit le député précédent, le député néo-démocrate d'Essex—Windsor. J'espère qu'il pourra faire part de son point de vue à ses amis de Queen's Park, en Ontario, d'où je viens, car je pense comme lui que la Loi canadienne sur la santé occupe une place centrale dans notre vision du Canada. Toute tentative visant à détruire ou à réduire notre système de soins de santé porte un coup aux valeurs fondamentales de notre pays.

Je sais que l'Ontario est dans une position difficile à cet égard. Cette loi sur la santé est une initiative du gouvernement fédéral. C'est le gouvernement fédéral qui a donné l'impulsion de notre régime de soins de santé.

Sincèrement, durant les dernières élections dans ma circonscription, si j'ai dit que j'étais inquiet au sujet de l'Accord du lac Meech, c'est que je craignais pour les normes nationales de nos institutions nationales.

• (1730)

Nous étions nombreux à entrevoir que l'habitude prise par le gouvernement de se décharger de ses responsabi-

tés sur le dos des provinces allait entraîner la chute de ces services nationaux.

Ceux d'entre nous qui étaient inquiets et qui voulaient faire modifier l'Accord du lac Meech n'étaient pas contre le Québec. Mais nous trouvions des points faibles dans ce document. C'est un parfait exemple de cas où le gouvernement fédéral met en péril quelque chose de capital, quelque chose d'essentiel par rapport à nos valeurs fondamentales. Je parle des valeurs auxquelles nous sommes attachés en tant que société aimante et généreuse dont témoigne notre régime national de soins de santé, nos normes nationales qui assurent à toutes les régions et à tous les citoyens du pays un accès à une assurance-maladie universelle.

J'ai écouté ce qu'a dit plus tôt le ministre responsable de la Privatisation. Il a dit que, la semaine dernière, ses collègues et lui se sont entretenus avec des experts à Toronto à l'occasion de consultations préalables au budget. Ces spécialistes ont dit au gouvernement qu'il suivait la bonne voie et n'avait qu'à continuer dans le même sens. Je voudrais bien savoir qui sont ces experts et quelle est la voie qu'ils suivent.

Le député de Don Valley—Est, que je connais, est inquiet à ce sujet car, dans sa circonscription—et j'en partage la responsabilité avec lui—, se trouve l'*East General Hospital*. Dans cet hôpital, un des plus grands du Grand Toronto, le moral est actuellement au plus bas. Il est terriblement difficile pour les professionnels qui s'y trouvent de maintenir le service de qualité qui a fait leur réputation. Cela est surtout attribuable au manque de ressources budgétaires nécessaires pour assurer le genre de service professionnel qui a toujours été la norme dans notre pays et qui nous a toujours rendus tellement uniques.

Comme certains députés l'ont déjà dit, on vient de partout dans le monde pour étudier notre régime d'assurance-maladie. Juste au moment où d'autres pays veulent se convertir à notre système, nous nous mettons à le modifier d'une manière qui pourrait le miner et finir par le transformer en un système de second ordre.

Il est donc important de nous concentrer sur cette question. Notre régime d'assurance-maladie est un bien qui nous a galvanisés en tant que pays. C'est un bien dont nous avons toujours été très fiers. Chaque fois que le gouvernement actuel est aux prises avec des arguments de responsabilité financière, il semble toujours avoir pour